



Communiqué

**Initiative : « 200 francs, ça suffit », la Municipalité appelle à l'unanimité à voter contre**

**Le 8 mars prochain, la population suisse sera appelée à se prononcer sur l'initiative dite « SSR ». Cette dernière demande notamment à ce que la redevance passe de 335.- à 200.- par année pour les ménages privés. La Municipalité de Lausanne a décidé à l'unanimité de ne pas la soutenir et d'appeler la population à voter contre, afin de garantir à toutes et tous une couverture médiatique équilibrée pour toutes les régions linguistiques et un soutien à la culture et au sport, notamment.**

### **Un paysage médiatique mis sous pression**

Alors que le monde des médias vit une période de grande remise en question, l'initiative « 200 francs, ça suffit » obligerait le service public de l'audiovisuel à des économies tellement drastiques, qu'elle ne pourrait, notamment, plus couvrir l'actualité politique, de société et sportive.

La Municipalité estime que le contre-projet du Conseil fédéral, avec une redevance à 300.-, permettrait de faire des économies et de réduire les programmes de la SSR, tout en maintenant une offre de qualité.

Par ailleurs, soucieuse de préserver le pouvoir d'achat des ménages, la Municipalité est convaincue que si la population doit payer sur d'autres plateformes l'accès au sport et à la culture, notamment, cela impactera beaucoup plus le budget des ménages.

### **Un média contribuant à la cohésion nationale**

Aucun modèle économique ne pourra contribuer à une cohésion nationale de qualité sans une redevance à la hauteur des besoins. Un pays composé de 4 régions linguistiques aussi diverses que riches ne peut tendre à une cohésion nationale sans compter sur un média passeur de petites comme de grandes histoires.

La SSR contribue largement à la construction d'une culture commune composée des identités de chacune et chacun qu'elles soient racontées en allemand, français, italien ou romanche et qu'elles soient teintées d'actualité, de culture ou de sport.

### **Un service public fort**

Alors que les médias privés subissent les lois du marché devant parfois sacrifier la qualité et la diversité sur l'autel du rendement, il est de la responsabilité de notre société d'investir les montants nécessaires à la production ou au soutien de contenus de qualité. Le débat démocratique, à tous les échelons, a besoin de médias indépendants et forts afin d'assurer une information juste et équilibrée. Sacrifier les capacités financières d'un média public indépendant reviendrait à se priver d'une vision critique et indispensable au processus démocratique, qui plus est dans un pays qui chérit la démocratie directe.

Depuis 1922, la ville de Lausanne a toujours eu des liens forts avec la radio romande étant donné que le premier émetteur de radio public a été construit sur le territoire de la commune. En soutenant le non à l'initiative, la Ville perpétue cette longue histoire.

La Municipalité rejoint donc le Conseil fédéral, le Parlement fédéral, ainsi que les exécutifs des cantons occidentaux et l'Union des villes suisses qui rejettent l'initiative en estimant qu'elle va trop loin.

**Pour tout renseignement complémentaire, prendre contact avec :**

- Grégoire Junod, syndic de Lausanne, 021 315 22 01

Lausanne, le 03 février 2026